



Un rapport révèle de graves violations des droits humains à l'approche de l'assemblée annuelle des actionnaires de First Quantum

Les manifestations contre la mine de cuivre panaméenne de la société canadienne ont été accueillies avec violence

Ottawa, ville de Panama / 9 mai 2024 – Des organisations panaméennes ont publié aujourd'hui un rapport faisant état des violations des droits humains et de la criminalisation des militants lors des manifestations à grande échelle qui ont eu lieu l'an dernier au sujet de la mine de cuivre de First Quantum Minerals, Cobre Panamá. Le rapport, intitulé « [Human Rights Violations, Abuses, and Incidents Registered During the Protests Against the Mining Contract in Panamá, October-November 2023](#) », a été commandé par la Fondation pour le développement communautaire intégral et la conservation des écosystèmes au Panama (FUNDICCEP) et le Réseau national panaméen pour la défense de l'eau, et a été réalisé par les journalistes Rekha Chandiramani et Ana Teresa Benjamín M.

Le rapport détaille :

- Plus de 20 entretiens et témoignages de première instance sur l'usage excessif de la force par la police contre des étudiants d'universités publiques, des écologistes, des membres de syndicats et des peuples indigènes, entre autres ;
- Des centaines de blessés et quatre décès signalés lors des manifestations ;
- Plus de 1 500 cas de détentions arbitraires ;
- La criminalisation et les poursuites judiciaires dont font l'objet 23 activistes, manifestants et dirigeants communautaires ; et
- des mesures punitives et des actes de représailles à l'encontre de groupes, tels que les enseignants et d'autres syndicats, qui ont participé à des grèves nationales.

Selon **Olmedo Carrasquilla Aguilar**, du Collectif Ecological Voices, membre du Réseau national panaméen de défense de l'eau, « la grève nationale de 2023 est le produit d'un système effondré et d'une ingouvernabilité socio-environnementale. Ce rapport doit devenir une pierre angulaire de la justice afin qu'aucune personne dans le monde ne soit réprimée ou tuée simplement parce qu'elle aspire à de meilleurs modèles de vie. »

Depuis que First Quantum a acquis le projet en 2013, la société basée à Toronto a ignoré les impacts environnementaux dévastateurs de la mine de cuivre. En 2017, puis en 2023, des

arrêts de la Cour suprême ont déclaré deux contrats consécutifs inconstitutionnels, citant des préoccupations concernant l'impact environnemental de la mine et l'absence d'un processus d'appel d'offres transparent, dans lequel les entreprises sont invitées à faire la soumission d'un projet.

Comme l'indique **Rekha Chandiramani**, co-auteur du rapport, « les manifestations ont paralysé le pays pour maintenir le même système corrompu qui a accordé le contrat initial qui a été déclaré inconstitutionnel en 2017 pour la première fois. Dans les deux cas, la concession a été accordée directement, sans le processus d'appel d'offres requis par la loi. »

Les manifestations de 2023, qui s'appuient sur des décennies de mouvements anti-exploitation minière et de défense de l'environnement dans tout le pays, ont abouti à ce que le contrat le plus récent de First Quantum soit également déclaré inconstitutionnel par la Cour suprême. Suite à la décision de la Cour, le président Laurentino Cortizo a ordonné la fermeture de la mine et a approuvé un moratoire sur toutes les activités minières futures.

[Jose Raul Mulino](#) a été élu président lors des élections nationales du 5 mai au Panama sur la base d'un programme favorable aux entreprises, qui promet d'accroître les investissements étrangers directs dans le pays. Il n'a pas encore commenté au sujet de la mine First Quantum.

« Le peuple panaméen a répété à maintes reprises et avec fermeté qu'il n'approuve pas l'exploitation minière métallique en raison de ses effets négatifs sur la biodiversité et sur la qualité de l'eau pour des centaines de communautés », a déclaré **Damaris Sanchez Samudio** de FUNDICCEP. « Nous dénonçons et rejetons toute forme d'agression contre les défenseurs de l'environnement qui protègent la vie, les forêts, les rivières, les côtes et les mangroves.»

« First Quantum Minerals et le gouvernement panaméen doivent s'abstenir de criminaliser davantage les manifestants, présenter un plan pour fermer la mine en toute sécurité et faire respecter le moratoire sur l'exploitation minière », a déclaré **Paulina Personius** de Earthworks.

Malgré les violations des droits de humains décrites dans le rapport, le gouvernement canadien a [annoncé](#) qu'il soutenait pleinement les activités de First Quantum au Panama et First Quantum a [annoncé](#) qu'il espérait que les résultats des élections nationales au Panama lui permettraient de rouvrir la mine.

« Le gouvernement canadien a déclaré qu'il soutiendra First Quantum Minerals, alors même que les Panaméens ont été violemment réprimés pour leur opposition légitime », a déclaré **Viviana Herrera**, coordinatrice du programme de l'Amérique latine de MiningWatch Canada. « Cette contradiction devrait être au cœur des préoccupations des actionnaires aujourd'hui et devrait susciter de sérieuses inquiétudes quant à ce qui les attend si First Quantum persiste à essayer de réouvrir cette mine.»

Le 14 mai 2024, la coalition Panama Vale Más Sin Minería et ses alliés internationaux, MiningWatch Canada et Earthworks, présenteront virtuellement le rapport lors d'un événement bilingue en espagnol et en anglais. Plus d'informations [ici](#).

Documents clés :

- Résumé exécutif [en [français](#), [anglais](#) et [espagnol](#)]
- Rapport complet [[en espagnol](#)]
- [S'INSCRIRE](#) à une présentation des conclusions du rapport avec des organisations et des activistes panaméens

Contacts :

- **Damaris Sanchez Samudio**, Fondation pour le développement communautaire intégral et la conservation des écosystèmes au Panama, damasan19@gmail.com
- **Rekha Chandiramani**, autrice du rapport, rekha@conlasmanosenladata.info
- **Viviana Herrera**, MiningWatch Canada, viviana@miningwatch.ca, +1 (438) 993-1264
- **Paulina Personius**, Earthworks, ppersonius@earthworksaction.org, +1 (202) 918-9640